

Contribuables exerçant une activité indépendante

Instructions complémentaires 2006

Frais d'acquisition du revenu

Notion de frais d'acquisition déductibles

Aussi bien la loi sur l'impôt fédéral direct (LIFD) que la loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP - V) délimitent la notion de frais et de charges déductibles dans le cadre de l'activité indépendante.

La première condition posée par le cadre légal est que seuls sont déductibles les frais qui sont justifiés par l'usage commercial ou professionnel. Outre la nécessité commerciale ou professionnelle, il découle notamment de cette justification que seuls les frais effectifs sont à prendre en considération.

Notion de "justifiés par l'usage commercial ou professionnel"

Les frais engagés ne sont admis en déduction que s'ils sont nécessairement liés à l'acquisition du revenu réalisé. Ce lien entre frais engagés et revenu réalisé exclut du champ des charges déductibles les dépenses trop vaguement en corrélation avec le revenu réalisé d'une part, et, d'autre part, toute dépense relevant de la seule convenance personnelle.

La démonstration de la force du lien de corrélation entre la charge portée en déduction et le revenu réalisé relève de la responsabilité du contribuable; il peut être amené à faire cette démonstration tout au long de la procédure de taxation ou de procédures assimilées au sens de la loi.

Les charges relevant de la seule convenance personnelle sont, quant à elles, assimilées aux frais d'entretien du contribuable et de sa famille et ne sont pas déductibles au sens des dispositions expresses des textes légaux.

Dès lors, tout contribuable comptabilisant de tels frais en déduction du revenu de l'activité lucrative indépendante s'expose à leur refus, lors de la procédure de taxation ou lors d'une procédure en rappel d'impôt, respectivement à l'ouverture d'une procédure dans le cadre du droit pénal fiscal.

Bien que ces frais de pure convenance personnelle peuvent être de natures très différentes, l'expérience montre qu'une récurrence de leur comptabilisation peut être constatée en matière, notamment, de :

- **Frais de bouche et de représentation** : la tendance à déduire des frais purement privés, que ce soit les repas de midi ou d'autres dépenses dans le secteur de l'hôtellerie restauration ou du marché de vins et spiritueux est manifeste. Il convient ici de rappeler que seuls les frais liés à l'acquisition de clients (contrats), respectivement au maintien de la clientèle ou au développement de l'activité peuvent être portés en déduction.
- **Frais de déplacements et d'entretien de véhicule(s)** : les frais d'utilisation et d'entretien de véhicule(s) liés à l'usage purement privé sont également un classique des déductions abusives. A ce titre, il est précisé que les frais liés à l'utilisation professionnelle d'un véhicule dont les caractéristiques de confort et/ou de puissance dépassent celles que l'on peut raisonnablement reconnaître comme nécessaire à l'exercice d'une profession sont également considérés comme relevant de la convenance personnelle; leur déduction n'est donc pas admise.
- **Frais de voyages** : de la même façon, des frais de voyages de convenance personnelle sont régulièrement comptabilisés; il peut s'agir par exemple de vacances ou loisirs greffés autour de congrès professionnels.

Il est important de distinguer clairement les frais engagés dans le cadre et pour le développement de l'activité professionnelle de ceux sans relation directe avec cette activité.

Pour les frais à usage mixte, lors d'un voyage par exemple, il conviendra de ressortir une part privée, non déductible, qui sera estimée objectivement et figurera clairement dans les états financiers ou le décompte de résultat. Seule une mention claire de cette information peut être considérée comme un respect, par le contribuable, de ses obligations de procédure.

Prise en compte des frais effectifs

Seuls les frais en étroite corrélation avec l'activité exercée peuvent être admis en déduction du revenu réalisé. Cela suppose que seuls des frais effectifs et justifiés peuvent être pris en considération.

Il en découle qu'aucune charge estimée ou forfaitaire ne peut, dans la règle, être comptabilisée. Les contribuables, ou leurs mandataires, qui de manière unilatérale, utiliseraient un tel procédé, s'exposent au refus des déductions revendiquées d'une part, et, d'autre part, à l'ouverture de procédures de droit pénal fiscal tel qu'évoqué plus haut.

Des frais déductibles calculés de manière forfaitaire ne peuvent être admis que sur la base d'accords passés entre l'organe faïtier d'une profession et l'administration fiscale, aux conditions suivantes :

- L'existence de ces charges est rendue vraisemblable dans le cadre de la profession exercée.
- Le calcul forfaitaire n'est admis que par souci de simplification administrative pour les contribuables comme pour l'administration fiscale et non pour créer de nouvelles déductions ou réduire la charge d'impôts.
- Dès lors que des frais forfaitaires sont comptabilisés, aucuns frais effectifs de même nature ne sont admissibles; frais forfaitaires découlant d'un accord préalable et frais justifiés par pièces ne sont pas complémentaires et le contribuable doit opérer un choix entre la défalcation des uns ou des autres.

Autres principes applicables à l'admission des frais d'acquisition du revenu de l'activité lucrative indépendante

Les frais qui sont revendiqués selon les points qui précèdent doivent, en outre, respecter les autres principes généralement reconnus en matière comptable, en particulier celui de la périodicité (étanchéité des exercices) selon lequel seuls les frais engagés durant l'exercice commercial sous revue sont admissibles. Un report ou une anticipation de charges (charges futures) dans le temps n'est pas admis.

Principes comptables généraux

Il y a lieu de rappeler également que les principes généraux liés à l'établissement des comptes sont également applicables aux contribuables exerçant une activité lucrative indépendante.

Il s'agit en particulier des principes d'intégralité et de non compensation dont l'irrespect peut être de nature à présenter des états financiers considérés comme faux et ainsi engendrer une procédure pour fraude fiscale.

Estimation des prélèvements en nature et des parts privées aux frais généraux des propriétaires d'entreprises

Observations préliminaires

Les montants forfaitaires indiqués ci-après sont des taux moyens dont on peut s'écarter en plus ou en moins dans des cas réellement spéciaux.

1. Prélèvements de marchandises

Les prélèvements de marchandises opérés par le contribuable dans sa propre exploitation doivent être comptés au montant qu'il aurait dû payer en dehors de son entreprise. Dans les branches suivantes, ils doivent être estimés en règle générale comme il suit :

a) Boulangers et pâtisseries

Fr.	Adultes	Enfants jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 jusqu'à 18 ans
Par an	2'940.-	660.-	1'320.-	2'100.-
Par mois	245.-	55.-	110.-	175.-

Pour les exploitations avec tea-room, ces taux sont majorés de 20%; en outre, pour chaque membre de la famille qui est fumeur, on comptera normalement 800 à 1500 francs par an pour tabacs, cigares et cigarettes. Si l'exploitation sert aussi des repas, on appliquera généralement les normes pour les restaurateurs et hôteliers (voir lettre e ci-après). Lorsqu'on vend aussi d'autres denrées alimentaires dans une mesure étendue, on appliquera les normes pour détaillants en denrées alimentaires (voir lettre b ci-après).

b) Détaillants en denrées alimentaires

Fr.	Adultes	Enfants jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 jusqu'à 18 ans
Par an	5'100.-	1'200.-	2'400.-	3'840.-
Par mois	425.-	100.-	200.-	320.-

Supplément pour tabacs, cigares et cigarettes : 800 à 1500 francs par fumeur.

Déductions en cas d'assortiment moins étendu (par an) :

Fr.	Adultes	Enfants jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 jusqu'à 18 ans
Légumes frais	270.-	65.-	135.-	200.-
Fruits frais	270.-	65.-	135.-	200.-
Viandes et charcuterie	535.-	135.-	270.-	400.-

c) Laitiers

Fr.	Adultes	Enfants jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 jusqu'à 18 ans
Par an	2'460.-	600.-	1'140.-	1'740.-
Par mois	205.-	50.-	95.-	145.-

Suppléments en cas d'assortiment plus étendu (par an) :

Fr.	Adultes	Enfants jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 jusqu'à 18 ans
Légumes frais	270.-	65.-	135.-	200.-
Fruits frais	270.-	65.-	135.-	200.-
Charcuterie	200.-	50.-	100.-	170.-

En cas d'assortiment étendu en denrées alimentaires, ainsi qu'en produits pour lessive et nettoyage, on appliquera les normes pour détaillants en denrées alimentaires (lettre b ci-dessus). Pour les fromagers et laitiers sans magasin de vente, on prendra ordinairement la moitié des taux indiqués.

d) Bouchers

Fr.	Adultes	Enfants jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 jusqu'à 18 ans
Par an	2'580.-	600.-	1'140.-	1'860.-
Par mois	215.-	50.-	95.-	155.-

e) Restaurateurs et hôteliers

Fr.	Adultes	Enfants jusqu'à 6 ans	plus de 6 ans jusqu'à 13 ans	plus de 13 jusqu'à 18 ans
Par an	6'000.-	1'500.-	2'880.-	4'560.-
Par mois	500.-	125.-	240.-	380.-

Les taux ne comprennent que la valeur des prélèvements en marchandises. Les autres prélèvements en nature et les parts privées aux frais généraux (voir en particulier chiffres 2, 3, 4 ci-dessous) doivent être estimés séparément. Le prélèvement de tabacs n'est pas compris dans les taux; pour chaque fumeur, on ajoutera généralement 800 à 1500 francs par an.

2. Valeur locative du logement

La valeur locative du logement du contribuable dans sa propre maison doit être déterminée en fonction des loyers usuels pratiqués dans la localité pour les logements semblables. Lorsque certains locaux sont utilisés aussi bien à des fins commerciales que privées, par ex. dans l'hôtellerie, on tiendra compte aussi d'une part appropriée à ces locaux communs (pièces d'habitation, cuisine, bain, WC).

3. Part privée aux frais de chauffage, éclairage, nettoyage, téléphone, etc.

Pour les frais de chauffage, courant électrique, gaz, matériel de nettoyage, lessive, articles de ménage, communications téléphoniques privées, radio et télévision, on comptera ordinairement les montants suivants comme part privée aux frais généraux, si tous les frais de ce genre concernant le ménage privé ont été portés au débit de l'exploitation :

Fr.	Ménage avec 1 adulte	Supplément par adulte en plus	Supplément par enfant
Par an	3'060.-	660.-	420.-
Par mois	255.-	55.-	35.-

4. Part privée aux salaires du personnel de l'entreprise

Si des employés de l'entreprise travaillent partiellement pour les besoins privés du propriétaire et de sa famille (préparation des repas, entretien des locaux et du linge privé, etc.), on déterminera une part privée au salaire de ce personnel en fonction de l'importance des prestations fournies.

5. Part privée aux frais d'automobile

Estimation sur la base des frais effectifs

Si l'on peut déterminer, pour le véhicule utilisé en partie à des fins privées, le total des frais effectifs et le total des kilomètres parcourus pendant l'exercice, on évaluera le nombre des kilomètres parcourus à titre privé et on calculera leur proportion en pour-cent par rapport au total des kilomètres parcourus. La part privée au total des frais effectifs correspondra dès lors au taux en pour-cent obtenu de cette manière.

Parmi les frais effectifs ainsi entendus, il faut compter, outre les frais de déplacements et d'entretien, les frais fixes (assurances, impôt sur les automobiles, amortissement, loyer du garage ou valeur locative du garage dans la maison appartenant à l'entreprise, etc.), ainsi que la partie des salaires afférente à l'entretien du véhicule par le personnel de l'entreprise. Comme distance parcourue à titre privé, on admettra ordinairement 5000 à 12000 km par an. En fonction du degré faible, moyen ou fort d'utilisation de l'automobile à des fins privées, on comptera généralement une distance parcourue à titre privé de 5000, 8500 ou 12000 km; dans des cas spéciaux, on peut aussi admettre une distance parcourue à titre privé inférieure à 5000 ou supérieure à 12000 km. Il y aura en particulier utilisation notable ou étendue à des fins privées dans le cas de voyages à l'étranger ou de déplacements fréquents chez des personnes apparentées habitant ailleurs, ou pendant le week-end, pour des excursions, le sport, les loisirs, etc., ou lorsque plusieurs membres de la famille possèdent un permis de conduire.

6. Déduction des salaires en nature des employés

Les prestations en nature (nourriture, logement) accordées au personnel de l'entreprise doivent être débitées dans les comptes de l'entreprise à leur prix de revient, et non pas aux taux des forfaits valables pour les employés. Si le prix de revient n'est pas connu et s'il n'est pas non plus déterminé sur la base d'un "compte de ménage", on peut déduire ordinairement pour la nourriture, par personne, les montants suivants :

Fr.	Par jour	Par mois	Par an
Dans les hôtels et restaurants	15.-	450.-	5'400.-
Dans les autres exploitations	16.-	480.-	5'760.-

Pour le logement (loyer, chauffage, éclairage, nettoyage, lessive, etc.), on ne peut ordinairement déduire aucun montant au titre de salaire versé, car les frais de ce genre sont généralement déjà pris en considération dans les autres frais généraux de l'entreprise (entretien des bâtiments, intérêts hypothécaires, frais divers, etc.)

Est déterminant l'âge des enfants au début de chaque exercice. S'il y a plus de 3 enfants, on déduira du total des taux pour enfants :

10% pour 4 enfants, 20% pour 5 enfants, 30% pour 6 enfants ou plus.

Amortissements sur les valeurs immobilisées des entreprises commerciales

1. Taux normaux en pour-cent de la valeur comptable ¹

Maisons d'habitation de sociétés immobilières et maisons d'habitation pour le personnel

- sur le bâtiment uniquement ²	2 %
- sur le bâtiment et le terrain ensemble ³	1,5 %

Bâtiments commerciaux, bureaux, banques, grands magasins

- sur le bâtiment uniquement ²	4 %
- sur le bâtiment et le terrain ensemble ³	3 %

Hôtels et restaurants

- sur le bâtiment uniquement ²	6 %
- sur le bâtiment et le terrain ensemble ³	4 %

Fabriques, entrepôts et immeubles artisanaux (en particulier ateliers et silos à caractère immobilier)

- sur le bâtiment uniquement ²	8 %
- sur le bâtiment et le terrain ensemble ³	7 %

Lorsqu'un bâtiment est utilisé à différents usages commerciaux (par ex. ateliers et bureaux), on tiendra compte de manière appropriée des taux respectifs

Entrepôts à hauts rayonnages et installations semblables	15 %
Constructions mobilières sur fonds d'autrui	20 %

Voies ferrées industrielles

Conduites d'eau industrielles

Réservoirs (y compris wagons-citernes), conteneurs

Mobilier commercial, installations d'ateliers et d'entrepôts ayant un caractère mobilier

Moyens de transport sans moteur de tout genre, en particulier remorques

Appareils et machines destinés à la production

Véhicules à moteur de tout genre

Machines utilisées principalement pour le travail par équipes ou employées dans des conditions spéciales, telles que machines lourdes servant à travailler la pierre, machines de chantier

Machines qui sont exposées à un haut degré à des actions chimiques nuisibles

Machines de bureau

Ordinateurs (hardware et software)

Valeurs immatérielles servant à l'activité à but lucratif, comme par exemple brevets, raisons sociales, droits d'édition, concessions, licences et autres droits de jouissance, goodwill

Système à commande automatique

Installations de sécurité, appareils électroniques de mesure et de contrôle

Outils, ustensiles d'artisans, outillage pour machines, instruments, récipients, échafaudages, palettes (ou plateaux), etc.

Vaisselle et linge d'hôtel et restaurant

2. Amortissements faits après coup

Des amortissements ne peuvent être admis après coup que dans les cas où l'entreprise du contribuable, en raison de la mauvaise marche des affaires, n'était pas en mesure de procéder à des amortissements suffisants pendant les années antérieures. Celui qui demande la déduction de tels amortissements est tenu d'en établir le bien-fondé.

3. Amortissements opérés sur des actifs réévalués

Les amortissements opérés sur des actifs qui ont été réévalués afin de compenser des pertes ne sont admis que si les réévaluations étaient autorisées par le droit commercial et que les pertes pouvaient être déduites au moment de l'amortissement.

¹ Pour les amortissements sur la valeur d'acquisition, les taux mentionnés seront réduits de moitié

² Le taux plus élevé pour le bâtiment uniquement ne peut être appliqué que si la valeur comptable résiduelle ou le coût de construction des bâtiments figure séparément à l'actif du bilan. En règle générale, l'amortissement d'un bien-fonds n'est pas admis.

³ On appliquera ce taux lorsque bâtiment et bien-fonds ensemble figurent au bilan sous une seule et même rubrique. Dans ce cas, l'amortissement n'est admis que jusqu'à la valeur du terrain.